

Les débats publics profitent à la démocratie

Frank Richter sur la politisation actuelle de la société

» La reddition sans conditions de la Wehrmacht allemande le 8 mai 1945 a marqué la fin d'un système totalitaire uniquement en Allemagne de l'Ouest. Dès 1949, l'Est de l'Allemagne a dû subir de nouveau les restrictions d'un régime dictatorial. Frank Richter est l'ancien directeur de l'Agence pour l'éducation politique de la région de Saxe et auteur du livre *Il est temps que vous écoutiez ! Parce que la démocratie signifie la confrontation*. Dans une interview avec Annika Schubert, Frank Richter parle des conséquences de l'absence d'un mouvement de 1968 en Allemagne de l'Est sur la compréhension actuelle de la démocratie dans la société est-allemande. Il évoque également le rôle que les sentiments jouent dans la politique d'aujourd'hui.

Monsieur Richter, pourquoi, ces dernières années, les habitants de l'Allemagne de l'Est ont-ils été de plus en plus nombreux à descendre dans la rue pour manifester ?

Pendant longtemps, dans le domaine de l'éducation politique en Allemagne de l'Est, nous nous sommes plaints que les gens ne s'intéressaient pas à la politique. Maintenant, ils s'y intéressent à un degré jusque-là inimaginable, mais souvent, on les rejette d'emblée. En disant que les questions qu'ils posent ne sont pas les bonnes, et que leurs revendications ne sont pas convenables. Il faudrait que nous soyons beaucoup plus prudents et plus différenciés dans nos jugements.

Ceci dit, en soi, le phénomène est acceptable pour l'instant. Nous avons eu une période de forte politisation de la société est-allemande qui a duré entre trois et trois ans et demi. Or, nous avons vu pendant cette phase de politisation que de nombreuses personnes sont tombées entre de mauvaises mains, parce que les partis établis n'ont pas abordé les questions qui préoccupaient les Allemands de l'Est. Entre temps, nous constatons de manière évidente que beaucoup de gens sont entrés dans des cercles populistes de droite, généralement d'extrême droite. Pour beaucoup d'entre eux, il est presque déjà trop tard : nous ne pouvons plus les ramener à notre ordre démocratique de base.



Manifestation du « Mouvement de protestation contre l'islamisation de l'Occident » à Dresde en octobre 2017

Comment expliquer que la compréhension démocratique de base soit apparemment moins développée en Allemagne de l'Est ?

Je vais essayer d'énumérer les principales raisons. La première : la société est-allemande est une société stratifiée dans laquelle les premier, deuxième et troisième étages les plus hauts d'importants domaines sociaux, politiques, économiques et administratifs sont dominés par des personnes qui ont déménagé de l'Allemagne de l'Ouest vers l'Est. Cela a été largement accepté dans les années 1990, bien que certaines erreurs aient été commises à l'époque et que les gens aient vécu de nombreuses expériences humiliantes. Mais le problème réside avant tout dans le fait que ce phénomène se perpétue. Autrement dit, si on exagère un peu : « les Allemands de l'Ouest attirent d'autres Allemands de l'Ouest ». Si les fonctionnaires les plus importants d'un ordre démocratique sont des gens qui ne viennent pas de la région où ils s'établissent, cela conduit tout naturellement à des déficits d'acceptation et d'appropriation.

La deuxième raison, c'est que la RDA n'a pas vécu ce que la société ouest-allemande a vécu en 1968. Environ une génération après la fondation de la République, la démocratie ouest-allemande a été sérieusement ébranlée. Des questions fondamentales ont été posées concernant l'ordre de l'État. La pensée autoritaire persistante des employés de l'État mais aussi l'État providence ont été remis en question. À l'époque, à l'Ouest, on ne savait pas non plus si l'ordre démocratique de base allait s'en sortir.

L'Est n'a pas connu cette phase d'apprentissage. Ce qui est frappant, c'est qu'après ce même délai – une génération, dans ce cas après la Réunification – on voit apparaître de l'indignation, de la colère et une mise en question fondamentale du système, cette fois dans la société est-allemande. Ce que les gens veulent dire c'est : « à l'extérieur, l'Est est peut-être bien préparé, mais à l'intérieur, nous n'en sommes pas encore là ».

Ce serait une perspective optimiste de penser que la société allemande peut faire son apprentissage maintenant, dans cette phase de bouleversement. Apprendre que la démocratie, qui, jusqu'à présent, semblait encore être l'ordre des autres, fonctionne et que c'est un ordre fort que la société est-allemande peut acquérir.

Qu'est-ce que la population est-allemande associe au terme « démocratie » ?

En Allemagne de l'Est, pour la plupart des gens, la démocratie n'a pas apporté ce qu'ils espéraient. Les Allemands de l'Est ont l'impression d'être des « Allemands de seconde classe ». Une grande partie de la population se sent abandonnée en tant que perdante de la transformation et de la mondialisation. De nombreuses personnes qui ont dû s'adapter à l'ordre politique, culturel et économique de la République fédérale il y a près de 30 ans arrivent aujourd'hui à l'âge de la retraite. C'est un âge auquel vous regardez en arrière et faites un bilan. Cela ne semble pas toujours aussi positif que nous l'avons souhaité ces dernières années. Il reste à voir si ces sentiments sont toujours fondés, mais ils sont politiquement pertinents.

A cela s'ajoute le fait que la société démocratique de l'Allemagne de l'Est n'a qu'une très courte tradition. Les années entre 1918 et 1933 n'ont certainement pas été l'apogée de la démocratie. Puis est venue l'ère nazie – une dictature d'approbation, au moins par une majorité. Les gens croyaient au « Führer » et ils l'ont suivi dans sa ruine. Ensuite, après une intéressante phase de transition entre 1945 et 1949, relativement peu étudiée, une nouvelle dictature est rapidement apparue à l'Est. Là encore, ce n'était pas une démocratie. Et beaucoup de gens y ont cru. Beaucoup, parce qu'ils n'avaient rien d'autre en quoi croire, parce que l'Est est la région la plus laïque d'Europe, c'est-à-dire que, pour de nombreuses personnes, la religion n'est pas là pour aider à s'orienter éthiquement et religieusement. La foi dans l'État ou dans les autorités, dans le chef ou dans le parti, qui a été déçue deux fois de suite, s'est certainement transformée pour beaucoup en une foi dans la République fédérale d'Allemagne et son ordre d'État, qui devait apporter le salut. Mais cette croyance a évidemment été déçue une fois de plus.

Vous savez, cela provoque de la honte. Quand quelqu'un sent qu'il a placé sa foi à plusieurs reprises en quelque chose de faux et qu'il n'a rien reçu de bon, et que c'est lui qui l'a voulu ainsi. Et quand on dit aujourd'hui du point de vue ouest-allemand, avec ce ton condescendant, « vous l'avez bien cherché », cela ne fait qu'empirer les choses. La société est-allemande ne peut sortir de cette situation qu'en débattant ouvertement, et en faisant l'expérience de la démocratie comme champ d'apprentissage. Ce n'est qu'alors qu'elle pourra se l'approprier.

Vous êtes également médiateur politique et vous êtes intervenu lorsque le mouvement PEGIDA a divisé Dresde, la Saxe et l'Allemagne tout entière en 2014. Il était important pour vous d'entrer en contact avec les représentants du mouvement. Malgré les désaccords entre les parties en conflit, votre but était d'identifier les points communs. Monsieur Richter, que faudrait-il pour rapprocher politiquement et socialement l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest ?

En aucun cas un nouveau programme de financement pour l'Est, présenté dans une perspective ouest-allemande. Il faut que tous les Allemands apprennent que cette société est encore très hétérogène. Toutes les perspectives présentes dans notre pays doivent être reliées les unes aux autres, et les inégalités et les injustices reconnaissables doivent être aplanies. Je ne veux pas imaginer que l'Allemagne de l'Est deviendra définitivement ce qu'est le Mezzogiorno pour l'Italie. Mais cela ne peut réussir que si les gens en Allemagne se rencontrent sur un pied d'égalité, et s'ils respectent les différences. Le gouvernement doit de son côté mener une politique économique qui favorise la cohésion de la société et empêche que l'écart ne continue à grandir.